



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau de la réglementation
et des élections

ARRÊTÉ

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

N° DCL-BRENV-2023-018-1

DIM FRANCE SAS

Siège social : 2 rue des Martinets 92500 RUEIL-MALMAISON

Site d'exploitation Saint Pantaléon : 4 rue Nicéphore Niepce 71400 AUTUN

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE

**Chevalier de l'Ordre National du
Mérite**

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

Vu la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

Vu la directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau ;

Vu le code de l'environnement, notamment le livre II et le Titre 1er du livre V ;

Vu en particulier les articles R211-11-1 à R211-11-3 du titre 1 du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation ;
- Vu** le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- Vu** l'arrêté du 12 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R. 212-3 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 25 juin 2018 modifiant une série d'arrêtés ministériels relatifs à certaines catégories d'installations classées ;
- Vu** l'avis ministériel publié le 30 décembre 2020 fixant les méthodes normalisées de référence à mettre en œuvre dans le cadre de la surveillance des émissions dans les installations classées pour la réalisation des mesures de suivi des substances rejetées dans l'air, l'eau et les sols ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°86-112 du 30 avril 1986 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°11-02858 du 14 juin 2011 visant à fixer les modalités de surveillance provisoires des rejets de substances dangereuses dans l'eau, afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-290-2 du 17 octobre 2019 pour la mise en œuvre des actions nécessaires visant à respecter la valeur limite en chrome de 0,1 mg/l et à optimiser les volumes d'eau rejetés ;
- Vu** le courrier de l'exploitant du 7 décembre 2022 au Préfet modifiant la dénomination sociale de la société,
- Vu** le rapport du 8 décembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du préfet de Saône-et-Loire le 22 décembre 2022 ;

Vu les observations présentées par l'exploitant sur ce projet par lettre en date du 09 janvier 2023 ;

CONSIDÉRANT que la société DIM FRANCE SAS est autorisée, par l'arrêté préfectoral du 30 avril 1986, à exploiter une installation de teinturerie sur le territoire de la commune d'Autun ;

CONSIDÉRANT que l'entrée en application de l'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017 vient modifier les valeurs limites d'émission applicables au site de DIM FRANCE SAS sur la commune d'Autun ;

CONSIDÉRANT que la détermination des valeurs limites d'émission applicables au site sont liées à la compatibilité des rejets avec le cours d'eau final récepteur ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 avril 1986 ;

CONSIDÉRANT l'enjeu particulier du bon fonctionnement de la station d'épuration communale ;

CONSIDÉRANT l'enjeu particulier du bon état de la masse d'eau réceptrice finale ;

CONSIDÉRANT le QMNA 5 de l'Arroux de 1300 l/s ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'actualiser la situation administrative des installations exploitées ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE LA DÉCISION

Article 1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La Société DIM FRANCE SAS dont le siège social est situé 2 rue des Martinets – 92500 REUIL MALMAISON, est tenue de respecter pour son établissement situé 4 rue Nicéphore Niepce à Autun, les dispositions des articles suivants.

Article 1.2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'article 3.3.3 a), de l'annexe 1 et de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n°86-112 du 30 avril 1986, sont abrogées et remplacées par les prescriptions du présent arrêté.

Article 1.3 – Classement des installations

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques et capacités maximales	Régime
2330 - 1	Teinture, apprêt, enduction,..de textile	9 t/j	A
1510 2-b	Entrepôt couvert Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	56 000 m3	E
2910 A-2	Installation de combustion dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	10,3 MW	DC
2640 b	Fabrication de colorants et pigments organiques 200 kg/j < quantité fabriquée ou utilisée < 2t/j	0,320t/j	D
2925 - 1	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques	65 KW	D

ARTICLE 2 – DÉFINITIONS

Au titre du présent arrêté on entend par :

QMNA : le débit (Q) mensuel (M) minimal (N) de chaque année civile (A). Il s'agit du débit d'étiage d'un cours d'eau.

QMNA5 : la valeur du QMNA telle qu'elle ne se produit qu'une année sur cinq.

Zone de mélange : zone adjacente au point de rejet où les concentrations d'un ou plusieurs polluants peuvent dépasser les normes de qualité environnementales. Cette zone est proportionnée et limitée à la proximité du point de rejet et ne compromet pas le respect des normes de qualité environnementales sur le reste de la masse d'eau.

ARTICLE 3 – CIRCULATION DES EFFLUENTS ET LOCALISATION DES REJETS

Rejets externes

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet à la sortie du périmètre de l'ICPE	Nom	Point de rejet 1 : : eaux industrielles	eaux pluviales
	Coordonnées en Lambert 93	X : 799051,53 m Y : 6652938,79 m	Le nombre d'émissaires est de 6, ils se rejettent dans le collecteur d'eaux pluviales communal
Nature des effluents		Eau de process collectées et évacuées par un réseau séparatif.	Eaux pluviales et d'une façon générale toutes les eaux non polluées.
Réseau de collecte et traitement si existant		Transit par des bassins tampons, homogénéisation et autoneutralisation des effluents, régularisation du débit	Collecte et évacuation par un réseau séparatif. Passage par 2 déshuileurs des eaux de parking/voirie lourds collectées
Type de rejet en sortie du site		Rejet canalisé vers la station des eaux usées d'AUTUN	Rejet canalisé vers le réseau séparatif communal
Cours d'eau final	Nom masse d'eau	Arroux	Arroux
	QMNA5 (m³/s ou L/s)	1300 l/s	1300 l/s

Tout autre rejet d'effluent susceptible d'être pollué autre que ceux prévus dans cet article, direct ou indirect vers les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface sont interdits.

Article 4 – REJETS DANS LE MILIEU NATUREL OU DANS UNE STATION D'ÉPURATION COLLECTIVE

Article 4.1 Pour l'ensemble des rejets.

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,

- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Le rejet respecte les dispositions des articles 22 et 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur ;
- suppression des émissions de substances dangereuses ;
- mise en place d'un programme de surveillance des émissions ;
- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau dans le cas des contrôles effectués par un laboratoire extérieur ;
- la réalisation de contrôles externes de recalage ;
- la déclaration des résultats d'autosurveillance sous GIDAF.

Sur l'ouvrage de rejet d'effluents liquides susceptibles d'être pollués est prévu un point de prélèvement d'échantillons et un point de mesure (température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et à permettre des interventions en toute sécurité ainsi que des prélèvements et mesures représentatives du rejet et du fonctionnement des installations. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police de l'eau, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet.

Article 4.2 Valeurs limites d'émission d'émission pour les rejets aqueux industriels (rejet 1)

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies :

Nom de la substances	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Flux maximal journalier (g/j)	Périodicité minimale d'autosurveillance
pH	1302	5,5 – 8,5	/	journalier
Température	1301	30° (50° si autorisation de la ville d'Autun)	/	journalier

Nom de la substances	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Flux maximal journalier (g/j)	Périodicité minimale d'autosurveillance
Débit	1552	1 000 m3/j max	/	continu
MES	1305	100	48 000	mensuelle
DBO5	1313	800	100 000	mensuelle
DCO	1314	2 000	500 000	hebdomadaire
Azote global	1551	150	50 000	mensuelle
Phosphore total	1350	50	2 200	mensuelle
Indice phénol	1440	0,300	87	mensuelle
Chrome total (2)	1389	0,100	150	mensuelle
Cuivre	1392	0,010	10	mensuelle
Plomb	1382	0,050	1	mensuelle
Hydrocarbure totaux (1)	7009	10	/	mensuelle
Fer + Aluminium (1)	7714	2	250	mensuelle
Manganèse (1)	1394	0,1	50	mensuelle
Zinc	1383	0,800	50	mensuelle
Étain (1)	1380	0,060	16,8	mensuelle
Métaux totaux	8095	15	/	mensuelle
Cadmium *	1388	0,025	0,6	trimestrielle
Tributylétain cation*	2879	6×10^{-5}	0,002	trimestrielle
Cyperméthrine	1140	1×10^{-5}	0,0050	trimestrielle
Arsenic	1369	0,010	2	mensuelle
Azote organique (=NKJ-Azote Ammoniacal)	1319	500	50 000	mensuelle
SEH	7464	50	12 500	mensuelle
Hydrocarbures volatils	7006(=7009-7007)	10	100	mensuelle

(1) A ce jour, il n'existe pas de NQE pour ces paramètres ; il revient à l'exploitant de prendre en compte d'autres valeurs de référence

(2) Pour le chrome et ses composés, la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur sera vérifiée au regard du chrome total (le paramètre « Chrome total (code SANDRE : 1389) possède une NQE ; en revanche, il n'en existe pas pour les composés Chrome trivalent (Cr III) et Chrome hexavalent (Cr VI)).

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998.

Sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les mesures comparatives sont réalisées selon la périodicité annuelle.

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet, appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes). La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans les tableaux ci-dessus. »

Article 4.3 Valeurs limites d'émission pour les rejets eaux pluviales du parc de stockage, des parkings et voiries

Le prélèvement sera réalisé avant de rejoindre les eaux pluviales de toiture pour éviter toute dilution et pendant un épisode pluvieux. Périodicité de mesure : au minimum semestriel.

Paramètre	Valeur
pH	5,5 – 8,5
Température	< 30 °C
Couleur	Modification ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l

Paramètres	Concentration instantanée (mg/l)
MES	35
DCO	125
Hydrocarbures	10

Article 5 – PROGRAMME D'AUTO-SURVEILLANCE ET MESURES COMPARATIVES

I - Les méthodes utilisées sont les méthodes de référence en vigueur. Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations

de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.

Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées périodiquement, à une fréquence fixée en accord avec l'inspection des installations classées, par un organisme extérieur compétent.

II – Programme d'auto-surveillance :

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

III – Mesures comparatives :

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives. »

Article 6 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ – EXÉCUTION

Article 6.1 Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié;

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la dernière formalité suivante accomplie :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° du présent chapitre.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6.2 Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Autun peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie d'Autun pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de la communes d'Autun ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Saône et Loire (<http://www.saone-loire.gouv.fr>) pendant une durée minimale de quatre mois.


Article 6.3 Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne-Franche-Comté, le directeur départemental des territoires de la Saône-et-Loire, le maire de la commune d'Autun et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au maire de la commune d'Autun,
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, à Besançon ;
- à l'unité interdépartementale Jura / Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, à Mâcon ;
- à la direction départementale des territoires de Saône-et-Loire ;
- à la société DIM FRANCE SAS

Fait à Mâcon, le 18 JAN. 2023

Le préfet,

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON